

**Assemblée générale**

Distr. générale  
10 février 2022  
Français  
Original : anglais

**Soixante-seizième session**

Point 20 a) de l'ordre du jour

**Développement durable : parvenir**

**au développement durable : réaliser**

**le Programme de développement durable à l'horizon**

**2030, notamment grâce à l'adoption de modes de  
consommation et de production durables, en faisant  
fond sur Action 21**

**Lettre datée du 9 février 2022, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que, le 29 janvier 2022, notre pays a adopté une stratégie intitulée « Stratégie de développement du nouvel Ouzbékistan pour 2022-2026 » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 20 a) de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent  
(Signé) Bakhtiyor **Ibragimov**



**Annexe à la lettre datée du 9 février 2022 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Stratégie de développement du nouvel Ouzbékistan  
pour 2022-2026**

Le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan continue de prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable fixés par l'Organisation des Nations Unies.

Dans le cadre de la stratégie d'action relative aux cinq grands axes de développement pour la période 2017-2021 en Ouzbékistan, quelque 300 lois et plus de 4 000 décrets présidentiels ont été adoptés au cours de la période écoulée, lesquels visaient à réformer radicalement toutes les sphères de l'État et de la société.

Dans le même temps, des efforts systématiques ont été déployés pour garantir la protection des droits humains et renforcer la responsabilité et l'ouverture des services de l'État, ainsi que pour accroître le rôle des institutions de la société civile et des médias, de même que la participation de la population et des associations communautaires à la vie politique.

Le renforcement de la protection sociale et la réduction de la pauvreté font partie des priorités fixées par le Gouvernement, un accent plus marqué qu'auparavant ayant été placé sur l'accès à de nouveaux emplois, à une source de revenus garantie, à des services médicaux et éducatifs de qualité et à des conditions de vie décentes.

Grâce aux réformes entreprises ces cinq dernières années, il a été possible de poser les fondements politiques, juridiques, socio-économiques, scientifiques et éducatifs nécessaires à la construction d'un nouvel Ouzbékistan.

Afin de déterminer les domaines dans lesquels des réformes devaient être menées en priorité pour améliorer davantage le bien-être de la population, transformer le secteur économique, accélérer le développement de l'entrepreneuriat, protéger inconditionnellement les droits et les intérêts de l'être humain et encourager l'activité de la société civile au cours des années suivantes, une stratégie de développement pour 2022-2026, accompagnée d'un programme visant sa mise en œuvre à partir de l'année consacrée à la sauvegarde des intérêts de la personne et au développement des mahallas, a été adoptée, sur la base du principe de protection de l'honneur et de la dignité humaine. Dans ce contexte, une analyse approfondie de processus globaux complexes et des résultats obtenus par le passé dans le pays en matière de développement a été menée, et les sept priorités ci-après ont été définies :

- Construire un État humain en mettant l'accent sur l'honneur et la dignité de l'individu et en favorisant le développement d'une société civile libre ;
- Faire des principes de la justice et de l'état de droit des conditions fondamentales et nécessaires au développement du pays ;
- Accélérer le développement de l'économie nationale et assurer des taux de croissance élevés ;
- Mettre en œuvre des politiques sociales équitables et développer le capital humain ;
- Assurer le développement spirituel de la population et accorder une attention accrue à cette question ;

- Envisager les questions d'ordre mondial compte tenu des intérêts nationaux ;
- Renforcer les capacités de sécurité et de défense du pays et appliquer une politique étrangère ouverte, pragmatique et proactive.

Cette nouvelle stratégie prévoit la mise en œuvre de 100 objectifs, notamment :

L'élaboration de mécanismes juridiques au titre desquels sont prévus : la mise en place de procédures spécifiques pour la création et la dissolution des ministères et des agences ; l'établissement de critères permettant de différencier ces entités ; une révision du système d'administration publique en place ; un recentrage de toutes les activités menées par les ministères et agences visant à privilégier la fourniture de services aux citoyens, sur la base du principe « l'État au service du peuple » ; l'accélération des travaux de décentralisation de l'administration publique ; le déploiement d'efforts visant à garantir la transparence des activités menées par les services de l'État.

Le rôle du Parlement, à savoir les chambres de l'Oliy Majlis, sera renforcé dans le système d'autorité de l'État et des pouvoirs accrus seront accordés aux chambres pour ce qui est du traitement de questions de politique intérieure et étrangère importantes.

Le cadre juridique visant l'élimination des facteurs de corruption dans la fonction publique, le recrutement sur concours et l'évaluation des performances des fonctionnaires est en cours d'amélioration.

Parmi les principaux objectifs de la stratégie, on retrouve notamment : la poursuite du renforcement du rôle des médias et de la protection des journalistes dans le cadre de leur travail ; la mise à profit des activités menées par ceux-ci pour étudier des problèmes d'intérêt public et mesurer l'état d'application des réformes ; le renforcement de l'efficacité du partenariat social ; la fourniture, par l'État, d'un soutien deux fois plus important aux organisations non gouvernementales à but non lucratif et aux autres institutions de la société civile, sous forme de subventions, d'aides et de contrats sociaux ; la multiplication par sept des ressources allouées aux fonds publics destinés à soutenir des organisations non gouvernementales et d'autres institutions de la société civile dans les conseils des députés du peuple (Kengash).

Il a été prévu d'adopter un ensemble de mesures visant à améliorer la culture et les connaissances juridiques de la population ainsi qu'à établir une coopération efficace entre les organes de l'État et des institutions de la société civile, les médias et des organisations éducatives.

Au moins 5 % du budget de chaque district devraient être consacrés aux problèmes les plus urgents ayant été recensés sur la base des suggestions émises par la population dans le cadre du programme « Le budget du citoyen ».

D'ici à la fin de 2026, la numérisation des processus de production et d'exploitation dans l'économie réelle ainsi que dans les secteurs financier et bancaire devrait augmenter de 70 %.

Il est prévu que les secteurs de l'énergie, des transports, des soins de santé, de l'éducation, de l'environnement, des services publics et de l'eau, entre autres, attirent des investissements à hauteur de 14 milliards de dollars, sur la base d'un partenariat public-privé, tandis que le potentiel d'exportation de la République devrait encore progresser, ces activités – qui dépendront alors à 60 % du secteur privé – devant compter pour 30 milliards de dollars d'ici à 2026.

Les exportations ayant trait au tourisme, au transport, à l'information et à d'autres types de services, notamment en matière de programmation, devraient se voir

multipliées par 1,7, atteignant ainsi une valeur de 4,3 milliards de dollars, tandis que des zones de libre-échange seront instaurées dans les territoires frontaliers.

Il est prévu, au titre de la stratégie, d'améliorer l'accès à l'eau potable – on s'attend ainsi à ce que 87 % de la population puissent en bénéficier – ainsi que de rénover les systèmes d'égouts de 32 grandes villes et 155 sièges de district.

L'infrastructure des sites appartenant au patrimoine touristique et culturel du pays devrait être améliorée, tandis qu'un programme visant l'utilisation efficace de plus de 8 000 sites du patrimoine culturel sera lancé à l'échelle nationale.

Il est prévu de construire des zones touristiques et récréatives supplémentaires, de mettre en œuvre des projets d'une valeur de 300 millions de dollars, de créer 25 000 emplois et d'accroître d'au moins 10 fois les services touristiques proposés au cours des cinq prochaines années.

Chaque citoyen se verra offrir la possibilité d'apprendre une profession particulière aux frais de l'État. L'accès à la formation professionnelle sera multiplié par deux, bénéficiant ainsi à un million de citoyens sans emploi, grâce, notamment, à la participation accrue d'établissements d'enseignement non étatiques, qui seront à l'origine de 30 % des activités organisées.

La stratégie prévoit la création de plus de 7 000 nouveaux établissements d'enseignement préscolaire non étatiques, grâce à la levée de fonds à cet effet dans le secteur privé, l'élaboration et l'application d'un programme national de construction de nouvelles écoles, l'augmentation du nombre d'écoles privées, l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'élargissement du nombre de places disponibles dans les établissements d'enseignement, celui-ci devant atteindre 6,4 millions d'ici à la fin de 2026, et l'augmentation de la proportion d'organisations fournissant des services éducatifs non étatiques, qui devrait atteindre 3 % en 2022 et 8 % d'ici à 2026, grâce à la mise en place de conditions particulièrement avantageuses pour ces organisations.

Dans le cadre du programme d'éducation national, 699 nouveaux manuels scolaires, cahiers d'exercices, manuels de l'enseignant et applications mobiles seront élaborés d'ici à 2026, dont 296 en 2022.

Il est prévu de porter à 38 % la proportion de jeunes bénéficiant d'un enseignement du niveau supérieur en 2022, de construire un « campus de la jeunesse » dans la ville de Samarkand, qui profitera à 20 000 étudiantes et étudiants et au sein duquel seront représentés au moins quatre branches et campus d'universités étrangères, et de porter à 50 le nombre d'établissements d'enseignement supérieur non étatiques en créant au moins une organisation dans chaque région du pays d'ici à 2026.

En tout, 46 centres périnataux interdistricts et, en 2022 et en 2023, 61 centres de santé familiale et 215 cabinets de médecins de famille seront créés, tandis que 249 bâtiments du service responsable des questions de bien-être sanitaire, de protection épidémiologique et de santé publique seront construits, rénovés ou remis en état.

Le Gouvernement ouzbek entend adopter une politique de tolérance zéro concernant le harcèlement et la violence à l'égard des femmes, garantir le respect des droits et des intérêts légitimes des femmes, poursuivre sa politique d'égalité des sexes, accroître la participation des femmes à la vie politique et sociale, continuer de mettre en œuvre des réformes de soutien, réduire de moitié le taux de chômage des femmes, et former, aux frais de l'État, plus de 700 000 femmes et jeunes filles sans emploi à une profession.

On s'attachera également à protéger les droits, les libertés et les intérêts légitimes des jeunes et à encourager leur développement spirituel, intellectuel,

physique et moral, à fournir à ce groupe de la population une éducation abordable et de qualité, et à mettre en place des conditions propices à l'emploi et au travail de ces personnes.

Il est prévu d'améliorer les mécanismes permettant d'évaluer le niveau de pollution de l'environnement, d'anticiper cette pollution, de fournir des informations continues sur le contrôle de l'environnement par l'État, de surveiller les sources polluantes et leurs effets sur l'environnement et de réaliser des évaluations de ces retombées afin de vérifier que les activités économiques et autres menées dans le pays sont conformes aux exigences environnementales.

Dans différents secteurs de l'économie, les émissions de gaz nocifs par unité de produit intérieur brut seront réduites de 10 %.

Au moins 200 millions de semences d'arbres devraient être plantées par an, dans le cadre d'un projet national de « verdissement de la terre » qui porte par ailleurs sur l'établissement d'un système de surveillance aérobiologique dans 10 régions du pays.

Il est prévu de créer 500 000 hectares supplémentaires d'espaces verts sur le lit asséché de la mer d'Aral, portant la superficie totale de ces espaces à 2,5 millions d'hectares d'ici la fin de 2026, soit 78 % du territoire, ainsi que de mettre en œuvre dans la région de la mer d'Aral des projets de protection de la biodiversité et de prévention des changements climatiques et de l'érosion des sols, d'une valeur totale de 300 millions de dollars, sur la base des programmes du Fonds vert pour le climat et du Fonds mondial pour l'environnement.

On devrait, au titre de la stratégie, renforcer sensiblement la coopération dans les domaines de la sécurité, du commerce et de l'économie, de l'eau, de l'énergie, des transports, de la culture et de l'humanitaire en Asie centrale, ainsi que continuer d'entretenir avec tous les partenaires des échanges mutuellement bénéfiques pour promouvoir l'initiative de l'ONU intitulée « Un appel à l'action en faveur des droits humains ».

Le Gouvernement ouzbek, en poursuivant l'ensemble des tâches qu'il s'est fixées, concourt à la réalisation des objectifs arrêtés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et dans le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun », tout en améliorant le bien-être de sa population et en s'attaquant aux problèmes socioéconomiques pressants qui se posent dans le pays.